



Déclaration Liminaire au CDAS du 9 Novembre 2015

L' Action sociale de qualité que nous connaissons dans nos ministères économiques et financiers a été conquise de haute lutte par les agents (entre autre lors du conflit de 1989). Elle répond à une volonté affirmée de privilégier le collectif et à la conviction que ce qui profite à tous est bénéfique à chacun. Aujourd'hui cette conception de l'Action Sociale et les acquis pour lesquels nous nous sommes battus sont remis en cause par une politique dogmatique et dont les seules ambitions sont budgétaires et comptables. L' Action sociale ne doit pas et ne peut pas se résumer à des colonnes de chiffres qui s'alignent comme à la revue militaire.

Le projet de Loi de Finances 2016, a été présenté aux Organisations syndicales lors du CTM du 13 octobre dernier. Il annonce une baisse des crédits consacrés à la protection sociale complémentaire des agents (MGEFI) de 5.61M€. A cela s'ajoute, et c'est plus particulièrement ce qui nous préoccupe aujourd'hui, une diminution des moyens alloués aux politiques d'Action sociale hors santé et sécurité au travail de près de 30M€. La branche vacances famille avec l' EPAF paie un lourd tribut de 540 000€, mais le poste le plus fortement touché c'est le logement. L'ALPAF, qui avait déjà vu sa subvention amputée de 2M€ l'an passé, est carrément privé de toute dotation 2016. On sait que la part du logement dans le budget des familles est de l'ordre de 18% (chiffres 2014 de l'Insee). Bien sur les fonctionnaires ne font pas exception à cette règle, eux qui subissent depuis 2010 le gel du point d'indice, la stagnation des carrières et l'augmentation des prélèvements obligatoires .

Lors du CDAS du 22 juin dernier, nous vous avons fait part de notre inquiétude devant la situation plus qu'alarmante que révélait le rapport d'activité de l'assistante sociale. Rappelons que 84 % des personnes rencontrées par l'Assistante sociale des agents de catégorie C et B ; que près de la moitié des problèmes qui lui sont soumis sont liés au budget et à la vie professionnelle ; et que 64% des demandes « budget » avaient trait aux charges normales de la vie courante (nourriture loyer, charges courantes) .

Comment dans ces conditions pourrions-nous accepter sans broncher cette coupe sombre dans les moyens de l'Action sociale qui est le dernier rempart contre la paupérisation pour nombre d'agents ?